



## Mobilisation nationale du 29 janvier 2009, et après ?

Communiqué commun des organisations syndicales nationales CFTC, CFDT, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA

Le 3 février 2009.

*La mobilisation du 29 janvier 2009 a connu un succès incontestable dans toute la France : des millions de salariés du privé et du public, parmi lesquels de nombreux jeunes, des demandeurs d'emplois, des retraités ont manifesté, fait grève, soutenu le mouvement .*

*L'ampleur de ces manifestations confirme leurs inquiétudes et leur exaspération face aux injustices sociales. Ils exigent d'autres réponses à une crise dont ils ne sont pas responsables.*

*Il est urgent que le Gouvernement d'une part, le patronat et les employeurs d'autre part, assument leurs responsabilités, répondent aux demandes formulées dans la déclaration intersyndicale du 5 janvier 2009 et reçoivent les organisations syndicales.*

*Les organisations syndicales décident de maintenir leurs rencontres afin de prendre toutes les décisions et initiatives, notamment en matière d'actions et de mobilisations.*

*Elles appellent les salariés et leurs organisations à rester mobilisés et à s'appuyer sur la force de la journée du 29 janvier pour obtenir partout des négociations sur les revendications.*

*La puissance du mouvement conduit le Président de la République à s'exprimer jeudi.*

*Les organisations syndicales en attendent des réponses aux revendications par l'annonce de mesures concrètes et immédiates et par l'ouverture de discussions avec elles.*

**Elles se réuniront le 9 février 2009 pour en apprécier la portée et en tirer les conséquences.**

Depuis que la crise a commencé à faire sentir ses effets, un constat s'impose: les réponses du gouvernement ne sont pas à la hauteur des attentes des travailleurs. Rien ou pas grand-chose, pour eux, qui en sont les premières victimes, beaucoup pour les financiers, pourtant responsables du marasme. Pour sauver le système bancaire français, l'État a, en effet, mis à sa disposition près de 40 milliards d'euros, sans contrepartie réelle. Pour toute réponse, les banques ont décidé de distribuer d'importants dividendes à leurs actionnaires et de poursuivre leur politique de restriction des crédits aux entreprises et aux ménages. Dans le même temps, pour relancer l'activité économique le Parlement a adopté un plan de...26 milliards, dont une partie (11 milliards) aurait, de toutes façons, été versée aux entreprises. Le reste allant aux grands groupes qui, eux aussi, se sont montrés généreux avec leurs actionnaires. Des mesures en faveur des petites entreprises, qui constituent l'essentiel de notre tissu économique, de l'emploi et du pouvoir d'achat sont attendues!

Le succès de la journée d'actions du 29 janvier a alerté le chef de l'État sur le malaise des salariés, qui se traduit par une crise de confiance. Et maintenant? La Confédération CFTC a demandé l'organisation d'une rencontre tripartite; elle semble avoir été entendue, puisque le président de la République réunira syndicats et patronat courant février. Il est impératif que cette rencontre débouche sur des mesures concrètes et qui sortent des sentiers battus. Face à la gravité de la situation, nous avons le devoir d'innover, de réfléchir sans a priori aux réponses à apporter aux salariés du privé, aux agents de la Fonction publique, aux chômeurs, retraités et à leurs familles.

Une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, un blocage des loyers, un meilleur contrôle des prix du producteur au consommateur, une plus grande participation des salariés aux décisions stratégiques dans l'entreprise... autant de propositions que la CFTC mettra sur la table.

# POINT DE VUE ET MAUVAISE HUMEUR !

## Une baisse drastique de rémunération du livret A, presque aussi spectaculaire que la chute boursière !

Le taux de rémunération du livret A est ainsi passé, depuis le 1er février, de 4% à 2,5%, soit une chute brutale de -37,5 % (à comparer à la chute boursière de - 42% en 2008).

Dans les deux cas, ce sont les mêmes qui subiront de plein fouet les dégâts de ces chutes vertigineuses !

La Ministre de l'Economie pourra bien expliquer que cette baisse de taux n'est que le strict résultat de l'application d'une formule mathématique.

Certes, mais à un moment où le gouvernement mobilise les fonds d'épargne pour gonfler les liquidités des banques, il aurait pu (dû!) amortir sur plusieurs mois cette chute de taux, ne serait-ce que pour soutenir le pouvoir d'achat des petits épargnants et maintenir leur confiance dans leur produit d'épargne préféré!

A ce tarif, beaucoup pourraient bien être attirés par les sirènes des alléchants taux bancaires garantis annoncés à grands renforts de publicité. Ils y seront gagnants, même avec une rémunération en partie fiscalisée. Ceux pour qui le livret A représente l'unique moyen d'accessibilité bancaire, devront se contenter d'une décision gouvernementale aussi injuste qu'inopportune.

Il faut se souvenir qu'en début de mandat, le chef de l'Etat invitait les Français à s'endetter plus qu'ils n'épargnaient. Il devrait aujourd'hui se montrer plus reconnaissant envers ceux qui viennent de sauver, le système bancaire et l'économie du Pays, de la faillite!

## La crise n'épargnera pas la CDC !

La presse s'en est fait l'écho à un moment où ce n'était déjà plus un secret pour personne.

Les résultats 2008 de la section générale, essentiellement composée du porte-feuille actions, devraient s'avérer négatifs. Les résultats ne seront officiellement connus qu'en avril prochain, mais il n'y avait aucune raison objective pour que notre institution sorte préservée d'une crise financière planétaire!

La recapitalisation de Dexia pèsera lourd dans les résultats, en raison de la chute drastique de sa valeur boursière dans le dernier trimestre 2008.

Loin de la CFTC, l'idée d'ajouter une touche pessimiste à une ambiance déjà bien anxieuse, mais elle invite le Directeur Général à faire preuve de la plus grande pédagogie envers les collaborateurs de l'Institution lorsqu'il rendra public les résultats 2008.

## La baisse généralisée du pouvoir d'achat épargnerait-elle les salariés de l'institution ?

C'est en tout cas ce que semblent penser les organisations syndicales signataires d'un accord salarial pour 2009 ! Elles étaient parties, comme la CFTC, sur une demande d'augmentation de la valeur du point de 4%, elles ont conclu à 1,8 %. C'est ce que la CFTC appelle une vraie concession, même l'organisation idéologiquement hostile à tout compromis, y est allée de son paraphe! Allez comprendre. Leur décision nous laisse perplexe au moment où l'ensemble des organisations syndicales nationales appellent à la mobilisation collective pour défendre le pouvoir d'achat des Français.

La CFTC aurait préféré, pour sa part, adosser à l'augmentation générale de la valeur du point, une augmentation immédiate du supplément familial, plutôt qu'une hypothétique étude (dont seuls les optimistes béats peuvent assurer qu'elle aboutira favorablement!), et une valorisation de l'ancienneté.

Pour la CFTC, prendre ses responsabilités:

- c'est aussi savoir dire non à un accord qui n'est pas à la hauteur des enjeux et qui renvoie sine die la question des baisses cumulées de pouvoir d'achat!;

- c'est prendre des décisions cohérentes dans l'intérêt des salariés et de leurs familles et non se positionner en fonction de circonstances pré-électorales!

## La "revitalisation" du site d'accueil manque singulièrement de vitalité!

Les mesures d'accompagnement social du transfert autoritaire d'équipes de DBO et DBR sur le site d'Arcueil sonnaient bien, du moins sur le papier. Nos collègues vivent une toute autre réalité, en particulier un allongement déraisonnable de leur temps de trajet et l'absence d'une structure médicale d'accueil.

A l'occasion du CMPC du 3 février dernier, le Directeur Général annonce la venue sur site, début mars, du DRH groupe pour aborder avec ces collègues, qui se sont mobilisés, l'ensemble de leurs préoccupations. Souhaitons que cette rencontre débouche sur des solutions concrètes et rapides.